



## Campagne électorale sous haute surveillance

<http://www.courrierinternational.com/article/2010/08/19/campagne-electorale-sous-haute-surveillance>

19.08.2010 | Ba Kaung | [The Irrawaddy](http://www.irrawaddy.org/) <http://www.irrawaddy.org/> Alors que les autorités viennent de fixer la date du 7 novembre pour les premières élections législatives depuis vingt ans, les partis d'opposition tentent de se mettre en ordre de bataille. Mais sans grandes perspectives.

Le pays a désormais sombré dans la torpeur. La fièvre et l'agitation qu'avait suscitées l'annonce des lois électorales, de la date butoir pour le dépôt des listes et de la dissolution de la Ligue nationale pour la démocratie [LND, parti de l'opposante Aung San Suu Kyi] sont retombées. La bataille électorale entre la junte au pouvoir et la LND n'a pas eu lieu. En revanche, à la mi-juillet, le régime militaire a entamé le démantèlement officiel de son organisation civile de masse, l'Association pour la solidarité et le développement de l'Union (USDA), qui revendique 24 millions d'adhérents, transférant tous ses actifs au Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), son bras politique, dirigé par le Premier ministre Thein Sein et 26 autres ministres et hauts responsables gouvernementaux. Maintenant que l'USDP, soutenu par la junte au pouvoir, a absorbé d'une seule bouchée la gigantesque USDA et, avec elle, ses actifs et une part significative de ses membres, tout le monde s'attend à une victoire écrasante de l'USDP, orchestrée par le régime. Restent une petite quarantaine de formations pour se disputer les miettes, mais même les partis prodémocratiques et ethniques les mieux armés ont du mal à s'inviter à la table électorale face à un régime qui multiplie les interventions et les obstacles financiers.

Thu Wai, président du Parti démocratique, a récemment vécu une expérience qui donne déjà toute la mesure du défi qu'auront à relever les petits partis politiques. Comme d'autres formations prodémocratiques, la sienne sillonne le pays pour tenter de mobiliser des partisans et de présenter son programme. Mais à son arrivée à un meeting dans la township de Dala, à Rangoon, des policiers en civil l'attendaient de pied ferme. "Que venez vous faire ici ?" leur a-t-il demandé. "Nous sommes ici pour vous aider en cas de besoin", lui a répondu un policier. Thu Wai savait pertinemment qu'ils entendaient intimider les électeurs tentés par son parti par leur seule présence. "Quand des policiers en civil se présentent quelque part, les gens sont terrifiés et ont peur de nous approcher, déplore-t-il. Nous avons entendu dire que certains habitants du quartier avaient également été interrogés par les autorités après notre départ."

### 400 euros exigés de chaque candidat

Le Parti paix et diversité (PDP) à Rangoon et le Parti démocratique des nationalités Shan (SNDP), sans doute la plus importante formation ethnique, ont également fait état de la présence d'agents de sécurité dans leurs réunions électorales. Passer à travers les mailles du filet de la surveillance du régime s'avère quasi impossible, les lois électorales édictées par celui-ci imposant aux partis de déposer préalablement leur programme de campagne auprès des autorités. "Nous devons signaler aux autorités sept jours à l'avance tout déplacement envisagé pour un meeting", explique Khin Maung Swe, dirigeant de la Force nationale démocratique (FND), parti fondé par des dissidents de la LND ayant rejeté le boycott des élections prôné par Aung San Suu Kyi. "Ces règlements nous font perdre un temps fou." Comme si ces freins administratifs ne suffisaient pas, la Commission électorale a récemment érigé sur la route de la FND un nouvel obstacle, qui pourrait s'avérer bien plus insurmontable que la déclaration préalable des meetings. Quatre dirigeants de la nouvelle formation, parmi lesquels Khin Maung Swe, ont été informés qu'ils devraient solliciter une amnistie pour des actes de trahison passés avant d'être autorisés à se présenter au scrutin du 7 novembre. Ils doivent en outre se déclarer prêts à collaborer avec le gouvernement pour œuvrer à la "réconciliation nationale", a indiqué Thein Soe, chef de la commission électorale, aux dirigeants de la FND.

Déjà harcelés par la junte, nombre des trente-neuf nouveaux partis politiques et des cinq partis existants briguant des sièges au Parlement ont les plus grandes difficultés à satisfaire aux exigences financières de la nouvelle loi électorale, qui impose des frais d'enregistrement de 500 000 kyats [environ 400 euros] par candidat. "A l'heure actuelle, l'argent est notre principal problème, avoue Thu Wai. Mon parti brigue 300 des 320 sièges à pourvoir [dans l'une des deux chambres du nouveau Parlement]. Mais nous sommes sans le sou. A cette heure, seuls cent de nos candidats sont en mesure de s'acquitter des droits par eux-mêmes."

-----

**Boycott Le retour des colleurs d'affiches** - A Rangoon, tout est calme en ce jeudi après-midi. Un jeune militant marche discrètement dans la rue. Il regarde furtivement autour de lui. Il est en mission et il doit la mener à bien. Il ne doit en aucun cas se faire repérer par la Section spéciale de la police, elle-même difficile à distinguer, ses agents travaillant toujours en civil. Après un carrefour, il trouve un bon endroit pour

entreprendre son travail. Il sort une affiche de son sac, l'enduit d'un peu de colle et la placarde sur un poteau. "Vous avez le droit de ne pas voter", dit l'affiche, où l'on voit en arrière-plan une photo d'Aung San Suu Kyi. Il relit avec admiration le message. Satisfait de cette première expression publique de son opposition, il poursuit sa route : il lui faut vider son sac encore rempli d'affiches.

Ce militant appartient à un jeune groupe baptisé Generation Wave (GW), dont l'objectif principal est d'inciter les Birmans à boycotter les élections en raison du caractère antidémocratique de la Constitution de 2008. GW dénonce tout particulièrement trois points du texte constitutionnel. Primo, l'armée se voit octroyer d'office 25 % des sièges parlementaires, quels que soient les résultats du scrutin, et bénéficie ainsi d'un avantage indu dans les procédures législatives à venir. Secundo, la population n'élira pas directement le président, car cette désignation est le privilège exclusif des trois vice-présidents ; parmi ces derniers, deux seront élus par les deux chambres parlementaires et un directement par l'armée. Enfin, les partis politiques qui ne soutiennent pas la junte ne peuvent faire campagne librement et, de ce fait, ne sont pas en mesure de transmettre correctement leur message au plus grand nombre.

Gayatri Lakshmbai

Source: [Democratic Voice of Burma](http://english.dvb.no/) (Oslo) <http://english.dvb.no/>

-----